

**Consultation publique de l'Arcep
sur le nouveau projet de décision définissant les conditions
économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle
locale en conduite de France Télécom**

Réponse de l'Avicca
Septembre 2010

Démarche générale : favoriser l'aménagement du territoire

L'AVICCA se félicite d'avoir été entendue par l'ARCEP pour la tarification des fourreaux de l'opérateur historique, afin de faciliter le déploiement de réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné. Cette meilleure prise en compte de l'aménagement numérique du territoire par l'autorité de régulation est importante à plusieurs titres :

- au niveau économique, elle limite les risques d'écroulement des zones les plus denses, ou de coûts prohibitifs pour certains projets locaux liés à l'usage des fourreaux du fait de la tarification au volume proposée en mai dernier (même si les coûts de construction des réseaux restent bien entendus liés à la densité des territoires) ;
- au niveau des principes, elle réaffirme un principe d'équité de traitement par le régulateur, entraînant de fait des péréquations de coût entre territoires différents.

Concrètement le nouveau projet de décision aboutit pour l'essentiel à une tarification à la ligne raccordable, en dehors des communes de la zone très dense, dès lors que les prises sont raccordables via le génie civil enterré. En effet, si le point de mutualisation est situé haut dans le réseau, la partie collecte jusqu'au point de mutualisation, qui reste tarifée au volume, devrait représenter une part minoritaire du coût.

L'AVICCA tient cependant à alerter l'ARCEP sur les inconnues relatives au génie civil aérien, au stade actuel, et à tenir compte des cas particuliers sur l'utilisation de faibles longueurs de génie civil enterré.

Champ de l'offre FTTx

L'Avicca rappelle sa demande que l'offre ne soit pas segmentée entre le résidentiel (compris dans le champ de l'offre actuelle FTTx de l'opérateur historique), le professionnel (immeubles d'activités ou services publics) et le raccordement des équipements (comme les stations d'émission de téléphonie mobile). Cette segmentation tarifaire et opérationnelle, avec des coûts beaucoup plus élevés pour le secteur professionnel, n'est pas justifiable. Un fourreau qui dessert un immeuble professionnel n'est pas différent de celui qui dessert un immeuble d'habitation. Il s'agit d'une entrave au déploiement coordonné sur un territoire, et par conséquent à la qualité et au coût des services publics comme à la compétitivité des entreprises. De même, pourquoi existe-t-il spécifiquement une « offre d'accès aux installations de génie civil de France télécom pour les liens NRA – SR », qui limite l'action au FTTsr et interdit de faire du FTTH sur le trajet ou de relier un site de téléphonie mobile en collecte ?

Ces questions sont en cours d'examen via les analyses de marchés relancées par l'ARCEP et l'AVICCA en espère une issue positive.

L'AVICCA tient également à attirer l'attention sur une difficulté particulière pour les collectivités. Les offres d'accès au génie civil sont proposées exclusivement aux opérateurs. Or, transitoirement, les collectivités peuvent avoir besoin d'accéder au génie civil pour déployer des réseaux, avant qu'ils soient confiés en exploitation à un opérateur. C'est le cas quand elles procèdent par marchés de travaux, puis par une exploitation en régie ou en affermage par exemple.

Une offre exclusivement accessible aux opérateurs limiterait les modes d'action des collectivités, ou les obligerait à créer des structures d'opérateurs artificielles.

La problématique spécifique des lignes faisant peu appel au génie civil enterré

Dans les zones les moins denses, l'essentiel du parcours des lignes n'emprunte pas de génie civil enterré.

Il est envisageable, via les nouvelles analyses de marché, que la régulation s'applique également au génie civil aérien, ce qui serait très positif par exemple dans le cas des zones pavillonnaires en agglomération, où les parcours sont souvent mixtes (enterré et aérien). Il serait ainsi possible d'homogénéiser les redevances à l'accès, dans des cas de figure très différents. Cependant à ce stade, de nombreuses interrogations subsistent :

- l'accès aux infrastructures aériennes sera-t-il régulé ?
- cet accès régulé portera-t-il sur les droits de pose en façade, sur les traverses posées en appui commun etc ?
- l'état d'entretien des appuis, et l'augmentation des exigences pour résister aux aléas climatiques et assurer la continuité de service permettront-ils de supporter un nouveau réseau ?
- les contraintes spécifiques de pose (interdistance, hauteur libre...) permettront-ils, dans le cas général, de supporter un nouveau réseau ?
- les coûts de renforcement, désaturation ou aménagements seront-ils entièrement mis à charge exclusive de l'opérateur qui déploie ?
- l'architecture optimale de déploiement d'un nouveau réseau fibre va-t-elle se caler sur les infrastructures existantes, dans les zones desservies en aérien ?

La consistance de la boucle locale de France Télécom n'est connue que par des données globales, sans pouvoir apprécier leur variabilité (nombre de lignes desservies exclusivement en aérien ou en pleine terre, dispersion de ces lignes suivant les typologies de territoires, appuis en propre et appuis communs, vétusté...).

A noter que les collectivités dressent un constat alarmant de l'état des infrastructures aériennes, qui font l'objet d'un sous-investissement de la part d'ERDF comme de France Télécom. Il est parfois constaté que « les fils tiennent les poteaux », ce qui ne plaide malgré tout pas pour que la fibre optique serve de haubans.

Au total, il reste donc une forte interrogation sur une utilisation massive d'un accès à une infrastructure aérienne de France Télécom, ou seulement opportuniste, ou encore variable suivant les configurations, en particulier en secteur rural. La base d'expérience est extrêmement réduite et ne permet pas de déduire des tendances vraisemblables. Ceci n'est pas sans conséquence sur la structure tarifaire optimale (cf infra).

Le projet de décision devrait donc évoluer à la fois pour tenir compte des possibilités de régulation en dehors du génie civil enterré, d'une analyse fine des données de France Télécom et des retours de terrain.

Tarifications adaptées à des cas particuliers

Dans un certain nombre de cas, le recours au génie civil enterré de France Télécom, en aval du point de mutualisation, peut correspondre à une faible longueur.

Ainsi, pour les immeubles de moins de douze logements en zone très dense, si le point de mutualisation est dans le domaine public, et si les réseaux sont enterrés ou bien s'ils ont vocation à le devenir (ce qui sont les cas majoritaires dans ce type de communes), il devrait être fait appel à une faible longueur de génie civil enterré de France Télécom. Dans ce cas, le tarif à l'accès (qui sera voisin de 2 euros/mois/prise raccordable à terme), peut s'avérer dissuasif, dans une grande zone pavillonnaire par exemple.

Il en est de même dans le cas d'une zone rurale, si la desserte est essentiellement aérienne sans qu'il soit optimal de faire appel à l'infrastructure aérienne de France Télécom pour diverses raisons (cf supra). A supposer que du génie civil enterré soit disponible sur un tronçon (traversée de route, adduction...), le tarif à l'accès peut également s'avérer dissuasif.

Dans les deux exemples cités, un tarif dissuasif pourrait aboutir à des comportements sous-optimaux :

- d'une part l'opérateur qui déploie serait tenté de dupliquer le génie civil enterré pour passer dans sa propre infrastructure. Sur 30 ans, durée minimale d'amortissement du génie civil, la somme des loyers par ligne raccordable représente plus de 700 euros
- d'autre part, si le génie civil était dupliqué sur des portions de réseaux, ces portions ne contribueraient pas aux loyers versés pour l'ensemble de l'infrastructure enterrée de France Télécom. Il en résulterait une augmentation du tarif du volume pour l'ensemble des utilisateurs de l'infrastructure enterrée

Il semble donc intéressant qu'une offre au volume puisse inciter les opérateurs à utiliser effectivement le génie civil enterré pour ces cas particuliers.

Il est bien précisé qu'il ne s'agit pas que, pour chaque point de mutualisation, un opérateur puisse faire la balance entre le coût d'une offre au volume et le coût de l'offre à l'accès. En effet, outre les difficultés de gestion, une telle balance aurait pour effet indirect de revenir à un coût différencié suivant les densités de territoires.

Il apparaît donc souhaitable que l'ARCEP affine la règle générale de la tarification à l'accès pour le génie civil enterré en aval du PM, en mettant en place des exceptions limitées avec un tarif au volume, soit pour des raisons techniques (passage d'un ouvrage d'art, adduction...), soit pour une longueur faible.

Zones arrières de points de mutualisation utilisant pour partie le génie civil enterré

Le projet de décision fixe l'assiette de la tarification non pas directement sur le nombre d'accès utilisant le génie civil enterré, mais sur le nombre d'accès en aval du point de mutualisation. En milieu urbain ordinaire, où le génie civil enterré de France Télécom est important, ceci ne pose pas de problème particulier. D'autres cas pourraient être problématiques, si l'appel au génie civil enterré de France Télécom est de faible importance :

- zones arrières desservant des quartiers où le génie civil enterré n'appartient pas à France Télécom. Cela peut être le cas dans des zones aménagées sous forme de lotissement ou de ZAC, si le génie civil n'a pas été remis à l'opérateur historique, dans les formes et conditions possibles pour un tel transfert. Cela peut également être le cas pour une collectivité qui aurait récupéré le génie civil enterré d'un réseau câblé. Dans ces cas, l'opérateur qui déploie devra verser à la fois un loyer à France Télécom et un loyer au propriétaire du génie civil

concerné si le point de mutualisation dessert à la fois une zone ordinaire et une zone ainsi aménagée

- zones arrières où une grande partie des lignes est desservie en aérien (cf supra)

Le projet de décision sur les zones moins denses donne une grande marge à l'opérateur qui déploie pour dessiner les zones arrières. Le type de cas évoqués ci-dessus pourrait pousser à fragmenter les zones arrières pour éviter des charges de loyer du génie civil enterré qui seraient disproportionnées, ou bien à créer du génie civil alternatif si les besoins ne sont pas massifs.

En conséquence, il pourrait être préférable de tenir compte du nombre de lignes utilisant effectivement le génie civil enterré et non du nombre total de lignes au point de mutualisation. Il pourrait s'agir d'un principe général, ou bien d'une dérogation au principe exposé dans le projet de décision, que l'opérateur de PM devrait justifier pour en bénéficier.

Cas d'une desserte multi-fibres

Le projet de décision n'entraîne pas de surcoût direct de déploiement pour un opérateur qui voudrait déployer un réseau utilisant deux fibres par logement ou local professionnel. Il existe un surcoût indirect lié à un risque plus élevé de saturation. Le volume occupé n'est pas du double, puisque la gaine joue un rôle important dans le volume, mais il est légèrement supérieur à un réseau mono-fibre. Il est également possible que l'opérateur joue sur des points de flexibilité pour ne pas déployer 200% de fibres.

Au total, un opérateur voulant déployer deux fibres à l'abonné aura des coûts de fibre plus importants, mais un faible surcoût de location de génie civil (nécessité potentielle accrue de désaturation). Le sur-volume qu'il occupera aura un léger effet positif sur les autres opérateurs qui déploient une solution mono-fibre.

Le présent projet de décision semble donc conforme au principe de neutralité technologique. Il importe que l'ARCEP veille à ce que les règles d'ingénierie de l'offre de France Télécom ne viennent pas annihiler cette possibilité.